

**Société Générale Effekten GmbH
Francfort sur-le-Main**

**Rapport de gestion
pour le premier semestre de l'exercice 2014**

A. Situation de la Société

La Société Générale Effekten, filiale à 100 % de la Société Générale S.A., Paris, a pour objet l'émission de warrants et de certificats qui sont vendus entièrement à la société mère Société Générale S.A., Paris, à la Société Générale Option Europe S.A., Paris, à la succursale de la Société Générale à Madrid ainsi qu'à l'Inora LIFE Limited, Dublin. Toutes les parties contractantes sont des filiales à 100 % de la Société Générale S.A.

En raison de l'instauration du « passeport européen » avec lequel l'approbation des prospectus par l'autorité de surveillance compétente (Office fédéral de surveillance des services financiers, BaFin) n'est désormais nécessaire qu'une seule fois, la Société introduit ses produits sur différentes bourses de l'Union Européenne (notamment à Madrid, Milan, Paris, Luxembourg, Londres, Stockholm).

Après l'achat par les parties contractantes susmentionnées, les émissions sont placées dans un deuxième temps auprès d'acheteurs finaux par la Société Générale S.A., Paris. Par conséquent, il n'en résulte aucune influence sur la situation économique de l'émettrice.

B. Rapport économique

I. Conditions générales pour le premier semestre de l'exercice 2014

La reprise économique en Europe de l'Ouest s'est poursuivie au premier semestre 2014, tandis que la fin de la récession se profilait dans la plupart des pays en crise de l'Europe du Sud. L'économie allemande continuait à enregistrer une légère tendance à la hausse au premier semestre 2014 et profitait en particulier de l'optimisme des consommateurs et de la situation stable sur le marché de l'emploi.

La politique monétaire expansionniste de nombreuses banques nationales a marqué de manière déterminante la situation sur les marchés financiers au premier semestre 2014.

Les variations de grandeurs de base (cours des actions et de change, indices, etc.) allant de pair avec l'évolution économique jouent un rôle central pour les attentes des investisseurs et sont par conséquent déterminantes pour la conception de produits d'émission dans le domaine des warrants et certificats.

II. Évolution des affaires

En ce qui concerne le nombre total de produits émis, l'activité d'émission au premier semestre de l'exercice 2014 a suivi une évolution similaire à celle du 1^{er} semestre 2013 (-3,7 %). Une diminution des certificats émis (- 3.394) a été quasiment compensée par une augmentation des warrants émis (+2.493).

Au premier semestre de l'exercice 2014, 19 933 warrants ont été émis au total (contre 17 440 au 1^{er} semestre 2013).

En outre, 3 324 produits de certificats ont été émis (contre 6 718 au 1^{er} semestre 2013). En l'occurrence, il s'agit toujours essentiellement de certificats de type Bonus et Discount.

III. Situation de l'actif, des résultats et situation financière

a) Situation de l'actif

Le total du bilan a diminué de 909 millions d'euros par rapport à l'année précédente et se chiffre à présent à 22 760 millions d'euros.

Le capital social de la Société s'élève toujours à 26 KEUR. En outre, la Société dispose de bénéfices reportés d'un montant de 905 KEUR. Les capitaux propres de la Société ont augmenté du montant du bénéfice net généré au cours du premier semestre de l'exercice, soit 54 KEUR (contre 55 KEUR au 1^{er} semestre 2013) et s'élèvent à présent à 985 KEUR (888 KEUR l'année précédente).

Toutes les créances sont dues à la Société par l'associée unique. Des risques de défaillance en dehors du groupe Société Générale n'existent pas.

b) Situation des résultats

Les produits de la vente des warrants et des certificats émis sont toujours identiques aux charges de l'achat des opérations de couverture correspondantes si bien que la Société ne réalise aucun bénéfice à partir de son activité d'émission.

Les charges de personnel ainsi que les autres charges d'exploitation sont répercutées sur la Société Générale S.A., Paris, sur la base d'une réglementation « cost plus ». De par sa conception, la Société ne peut donc pas enregistrer de déficit annuel, indépendamment de son chiffre d'affaires.

c) Situation financière et de trésorerie

La nature et l'exécution des activités de la Société sont conçues de manière à garantir une situation financière toujours équilibrée. Les opérations ayant une incidence sur les flux financiers concernent les émissions et leurs opérations de couverture, le règlement des charges de personnel et d'autres charges d'exploitation ainsi que leur répercussion sur la Société Générale S.A., Paris.

En raison du remboursement intégral par la société mère de tous les frais supportés lors de l'émission, la Société dispose de liquidités suffisantes et est en mesure d'honorer toutes ses obligations de paiement.

IV. Indicateurs de performance non financiers

Dans le cadre de l'augmentation de l'efficacité opérationnelle, la société mère s'efforce d'adapter les systèmes et processus de contrôle à ses filiales. Ainsi, des migrations de systèmes de rapport et de reporting, qui ont débuté lors de l'exercice 2013, ont été développées et standardisées.

C. Rapport sur l'évolution future de l'entreprise ainsi que ses opportunités et ses risques

I. Évolution probable de l'entreprise (rapport prévisionnel)

Suite à la crise mondiale des marchés financiers qui a débuté en 2008, des projets de réglementation ont été élaborés dans les domaines les plus divers au niveau national et international dans le but de créer un système financier plus transparent et plus stable. Ces projets seront mis en œuvre dès maintenant ou dans les prochaines années. Ils mettent l'accent en particulier sur de nouvelles réglementations pour les banques mais concernent, en partie aussi, l'infrastructure des marchés financiers ainsi que le règlement de titres, de produits dérivés et d'autres instruments financiers. Par conséquent, la Société devra procéder à des adaptations dans son système de rapport interne et externe. À ce sujet, il convient de citer comme exemples les réglementations dans le domaine OTC (règlement européen EMIR) ainsi que les adaptations du reporting financier vis-à-vis de la Banque fédérale allemande.

Compte tenu de l'incertitude concernant le comportement des acteurs du marché financier à l'avenir, il est plus difficile de prévoir l'évolution du volume d'émission. Actuellement, la Société part du principe que l'activité d'émission augmentera au deuxième semestre de l'exercice 2014.

La Société envisage en l'occurrence d'offrir, au deuxième semestre 2014 aussi, un large éventail de produits dans le domaine des warrants et des certificats.

De plus, la Société envisage de poursuivre, au deuxième semestre 2014, son activité d'émission commencée en 2012 sur le marché suédois ainsi que sa cotation en bourse démarrée au 3^{ème} trimestre 2013 en Espagne.

Compte tenu de sa politique rigoureuse de couverture des risques, la Société réalisera, au deuxième semestre 2014, un résultat positif et d'un ordre de grandeur comparable à celui du semestre écoulé. Elle ne connaîtra pas de difficultés de trésorerie.

II. Rapport de risques

La situation de risque de la Société est marquée par la structure transparente de ses activités et par son étroite affiliation au groupe Société Générale.

Risques de contrepartie

La Société n'est pas soumise à des risques de règlement étant donné que les paiements découlant de la vente des titres émis et de l'achat des opérations de couverture ainsi que les paiements liés à l'exercice de titres se compensent toujours mutuellement. Les créances sont dues exclusivement par la société mère Société Générale S.A., Paris. La solvabilité de cette dernière et de ses filiales est déterminante pour l'évaluation des risques de la Société.

Risques du marché

Tous les risques du marché découlant de warrants et de certificats émis sont entièrement couverts par des opérations de couverture conclues avec la Société Générale S.A., Paris. Par conséquent, la Société n'est pas soumise à des risques de variation des prix ni à des risques de variation du taux d'intérêt.

Risques d'illiquidité

La surveillance quotidienne des flux de paiement ainsi que l'étroite concertation avec les services de back-office à Paris garantissent que la Société soit à tout moment en mesure d'honorer ses obligations de paiement. Compte tenu de l'affiliation de la Société au groupe Société Générale, aucun risque d'illiquidité n'est relevé actuellement.

Risques opérationnels

Pour la surveillance et le contrôle des risques opérationnels, la Société Générale S.A., Paris, a développé des processus et des systèmes qui sont utilisés par la Société Générale Effekten GmbH. Ceux-ci reposent essentiellement sur le principe de la surveillance permanente. Les processus sont documentés dans des applications prévues spécialement à cet effet et sont évalués d'après des critères prédéfinis afin d'exclure des pertes découlant de risques opérationnels. En font aussi partie les mesures prises dans le cadre du plan de continuité des activités (PCA) pour maintenir le déroulement parfait des affaires en cas de perturbations de l'infrastructure. Les processus externalisés dans les centres de service à Bangalore et à Bucarest sont soumis aux mêmes règles et principes que ceux valables pour la Société Générale Effekten GmbH.

Les mesures et processus décrits ici ont permis de garantir que la Société n'a pas été soumise, au cours du premier semestre 2014, à des risques opérationnels, notamment à :

- des risques liés au non-respect des exigences prudentielles
- des risques liés aux technologies de l'information
- des risques d'externalisation
- des risques de fraude.

III. Rapport d'opportunités

La Société a conçu une stratégie d'entreprise destinée à identifier suffisamment tôt les opportunités s'offrant à elle, à les évaluer en utilisant son système de gestion des risques ou l'estimation des ressources et à les exploiter en prenant des mesures appropriées pour sa réussite. À cet effet, un « New Product Committee » (NPC) chargé de la conception de nouveaux produits est convoqué, tous les services impliqués dans le processus d'émission y soumettant leurs exigences et allocations de ressources.

Les facteurs pris en compte en l'occurrence sont tous ceux qui sont pertinents pour la Société tels que les marchés, la situation concurrentielle, l'orientation stratégique, l'organisation existante, le personnel, le potentiel technique du back-office en matière d'exécution ainsi que les volumes traités.

D. Systèmes de contrôle interne et de gestion des risques pour le processus de présentation des comptes

Le système de contrôle interne (Internal Control System, ICS) et le système de gestion des risques (Risk Management System, RMS) appliqués au processus de présentation des comptes comprennent les principes, les méthodes et les mesures pour garantir l'efficacité et la rentabilité du processus comptable mais aussi le respect des dispositions juridiques déterminantes et pour assurer la couverture des risques et la représentation d'unités d'évaluation. Ils garantissent que les actifs et les dettes soient inscrits, présentés et évalués avec exactitude dans les comptes.

Responsabilités dans l'ICS et le RMS appliqués pour la présentation des comptes

Responsabilités de la Direction et du comité d'audit

La Direction dirige l'entreprise sous sa propre responsabilité et travaille en collaboration avec les autres organes de la Société, sur une base de confiance et pour le bien de l'entreprise. C'est à elle qu'incombe notamment l'entière responsabilité de l'établissement des comptes annuels.

La Direction assure en son âme et conscience que les comptes annuels donnent une image de l'actif, de la situation financière et des résultats de la Société correspondant à la situation réelle, conformément aux principes comptables à appliquer.

La Direction détermine, sous sa propre responsabilité, l'étendue et l'orientation de l'ICS et du RMS conçus spécifiquement pour la Société et prend des mesures pour perfectionner ces systèmes et les adapter aux modifications des conditions générales.

Les systèmes de valeurs appliqués depuis des années dans tous les pays où le groupe Société Générale est présent et par conséquent aussi au sein de la Société Générale Effekten GmbH - tels que notamment le Code de conduite mais aussi les règles de conformité - servent de base à une action responsable de la part également des collaborateurs en charge du processus de présentation des comptes.

Les collaborateurs de la Société doivent suivre une fois par an, dans le cadre d'un programme d'apprentissage assisté par ordinateur, un cours sur le blanchiment des capitaux et les règles de conformité.

Malgré toutes les mesures mises en place dans le cadre de l'ICS et du RMS dans le but de réduire les risques, même les systèmes et processus appropriés et opérationnels ne peuvent pas fournir une garantie absolue quant à l'identification et la gestion des risques. La responsabilité du processus comptable et en particulier du processus d'établissement des comptes annuels est assumée par le service Comptabilité. Celui-ci est soutenu par les services de back-office de la Société Générale S.A. Paris, notamment en ce qui concerne l'évaluation d'instruments financiers et les créances.

Les systèmes informatiques nécessaires pour le processus comptable sont mis à disposition par la société mère.

Un comité d'audit, constitué de quatre personnes (1 employé de la Société Générale Effekten GmbH et 3 employés de la succursale de la Société Générale à Francfort), a été créé pour soutenir la Direction lors du processus de présentation des comptes. Ce comité se penche au moins une fois par an – en particulier à la clôture des comptes – sur l'évolution de la situation financière, de l'actif et des résultats de la Société. Dans le cadre du processus de clôture des comptes, l'approbation des comptes annuels incombe à l'associé. Pour remplir ces tâches, les comptes annuels, y compris la proposition de la Direction concernant l'affectation des bénéfices ainsi que le rapport provisoire du commissaire aux comptes, sont remis au comité d'audit. En outre, les membres du comité d'audit reçoivent, une fois par trimestre, un rapport récapitulatif sur l'activité d'émission et la présentation des comptes.

Organisation et composants du système de contrôle interne et du système de gestion des risques appliqués pour la présentation des comptes

Les transactions devant être exécutées par la Société Générale Effekten GmbH sont saisies de manière centralisée par un service de back-office de la société mère à Paris qui entre les données correspondantes dans les applications existantes spécifiques au produit. Les marchés conclus (contrats) sont saisis dans les applications et validés en respectant le principe du double contrôle.

La comptabilité fournisseurs est effectuée à Bangalore par la Société Générale Global Solution Centre Private Limited (filiale à 99 % de la Société Générale S.A., Paris). Les prestations de services à fournir sont fixées pour la Société Générale Effekten GmbH dans l'accord de service conclu entre la Société Générale S.A., succursale de Francfort, et la Société Générale Global Solution Centre Private Limited, Bangalore. Les documents comptables scannés sont saisis et comptabilisés à Bangalore ; les employés de la Société se chargent des autorisations et des validations de paiement.

La production du reporting du siège social et celle du reporting financier à la Banque fédérale allemande sont effectuées à Bucarest par la Société Générale European Business Services S.A. (filiale à 99,95 % de la Société Générale S.A., Paris).

Les prestations de services à fournir sont fixées pour la Société Générale Effekten GmbH dans l'accord de service client conclu entre la Société Générale S.A., succursale de Francfort, et la Société Générale European Business Services SA, Bucarest.

La comptabilité de la Société Générale Effekten GmbH continue à être gérée sur le serveur central à Paris sur lequel toutes les données comptables de la Société Générale Effekten GmbH sont traitées et enregistrées.

La surveillance quotidienne des comptes de caisse courants est assurée par les employés de la Société à Francfort et garantit ainsi le contrôle des activités externalisées. Pour cela, on recourt en ligne, via l'intranet, aux informations stockées dans la zone « Comptabilité » concernant l'activité de la société en général et les faits comptables en particulier. L'encadrement technique du système concernant l'établissement des comptes est externalisé et confié à la filiale responsable des technologies de l'information (IT) dans le groupe SG.

La surveillance incombe à la société mère. Les processus d'encadrement technique dans l'unité centrale de suivi sont réglementés dans des directives de travail. La sauvegarde et l'archivage des stocks de données de systèmes d'application sont effectués sous la responsabilité de la société mère. Les délais de conservation des données fixés par la loi sont respectés. Des plans de continuité des activités en cas d'urgence sont mis à jour et surveillés par les employés de la Société. Les systèmes centraux de sauvegarde des données pour le macroordinateur ainsi que les réseaux de sauvegarde pour le domaine « Open Systems » servent de base essentielle à la sauvegarde des données. Celles-ci sont dupliquées par redondance à Paris.

La protection nécessaire face aux accès non autorisés ainsi que le respect de la séparation des fonctions lors de l'utilisation des systèmes d'application de la Société pertinents pour la présentation des comptes sont garantis notamment par le concept des profils de postes de travail ainsi que par les processus pour la création de tels profils. À l'aide d'un système développé spécialement à cet effet, des personnes habilitées pour cela au sein de la Société attribuent les profils de postes de travail aux différents services de back-office à Paris ainsi qu'aux employés des centres de service à Bangalore et à Bucarest et les surveillent.

Documentation des processus

Les documentations des processus sont préétablies pour la Société, celle-ci étant une filiale de la Société Générale Paris S.A.. Elles sont récapitulées dans le « manuel Accounting & Finance ». À cet égard, les contrôles automatisés, garantissant l'exactitude de la saisie des données, constituent l'élément principal des processus documentés.

Les principales procédures du processus comptable sont énumérées dans l'application « MORSE ». Celle-ci contribue à compléter le processus de documentation et, en cas d'audits internes, à fournir un instrument approprié pour garantir le processus de présentation des comptes.

Mesures d'actualisation continue de l'ICS et du RMS

Dans le cadre du développement de l'ICS et du RMS, la Société a réalisé des projets et des mesures supplémentaires qui ont contribué à renforcer ces systèmes. Ceci comprenait notamment la vérification des processus en rapport avec l'établissement des résultats mensuels ainsi que leur enregistrement dans une cartographie des processus.

De plus, d'autres processus pertinents ont été progressivement enregistrés sur la base de la documentation réalisée jusque-là puis transférés dans le processus normal de l'ICS et du RMS.

En cas de modifications des prescriptions légales et des réglementations concernant la présentation des comptes, il faut examiner celles-ci afin de déterminer si elles ont des conséquences sur le processus de présentation des comptes, et si oui, lesquelles. Le traitement des contenus est assuré par le service comptable local de la Société. En cas de modifications ou de nouvelles dispositions ayant des effets importants sur l'exécution des processus de présentation des comptes, la cartographie actuelle des processus sera complétée en conséquence. Ce faisant, toutes les mesures telles que les adaptations informatiques, les processus de travail, les instructions de comptabilisation, etc. seront analysées et mises en application en conséquence dans les services de back-office à Paris ainsi que dans les centres de service externalisés à Bangalore et à Bucarest, et seront surveillées et contrôlées par les employés de la Société à Francfort.

E. Événements ultérieurs à la date d'arrêté des comptes

Aucun événement d'importance particulière pouvant avoir des conséquences sur l'actif, la situation financière et les résultats de la Société ne s'est produit après la clôture du premier semestre de l'exercice 2014.

Francfort sur-le-Main, le 28 août 2014

La Direction

Société Générale Effekten GmbH

Jean-Louis Jégou

Dr. Joachim Totzke

Dr. Ulrich Scheuerle

| P.A.S.S.I.F. | 30 juin 2014 EUR | 31 décembre 2013 EUR |
|--|--------------------------|--------------------------|
| A. ACTIF CIRCULANT | | |
| I. Créances et autres actifs | | |
| 1. Créances envers les entreprises liées | | |
| - dont celles à échéance résiduelle à plus d'un an : 3.697.482,915.91 EUR | | |
| (année précédente : 6.660.798.582.16 EUR) | | |
| b) Autres créances | | |
| - dont celles à échéance résiduelle à plus d'un an : 0.00 EUR | | |
| (année précédente : 0.00 EUR) | | |
| 2. Autres actifs | | |
| - dont ceux à échéance résiduelle à plus d'un an : 5.287.971.688.87 EUR | | |
| (année précédente : 3.535.813.231.77 EUR) | | |
| | 8.400.719.533.06 | 10.055.371.126.43 |
| | 1.559.563.69 | 1.442.072.71 |
| | 8.097.786.342.10 | 5.376.266.955.37 |
| | <u>16.500.065.438.85</u> | <u>15.433.080.154.51</u> |
| B. IMPÔTS DIFFÉRÉS-ACTIFS | | |
| | 14.750.87 | 12.633.90 |
| C. ACTIF FIDUCIAIRE | | |
| Créances | | |
| - dont celles à échéance résiduelle à plus d'un an : 5.697.301.206.16 EUR | | |
| (année précédente : 5.698.626.941.69 EUR) | 6.259.972.085.65 | 6.418.253.205.21 |
| | <u>16.500.065.438.85</u> | <u>15.433.080.154.51</u> |
| A. CAPITALS PROPRES | | |
| I. Capital social | 25.564.59 | 25.564.59 |
| II. Report du bénéfice | 904.972.54 | 806.949.38 |
| III. Bénéfices du 1er semestre | 54.440.81 | 98.023.16 |
| | 984.977.94 | 930.537.13 |
| B. PROVISIONS | | |
| I. Provisions pour retraites et obligations similaires | 153.419.48 | 142.719.48 |
| II. Provisions pour impôts | 2.000.00 | 6.300.00 |
| III. Autres provisions | 258.450.70 | 353.854.65 |
| | 413.870.18 | 502.874.13 |
| C. DETTES | | |
| I. Dettes de certificats émis | | |
| - dont celles à échéance résiduelle à moins d'un an : 4.703.236.617.15 EUR | | |
| (année précédente : 3.394.572.564.27 EUR) | 8.400.719.533.06 | 10.055.371.126.43 |
| II. Dettes fournisseurs | 105.309.03 | 19.897.34 |
| - dont celles à échéance résiduelle à moins d'un an : 105.309.03 EUR | | |
| (année précédente : 19.897.34 EUR) | | |
| III. Dettes envers les entreprises liées | 70.502.83 | 13.046.36 |
| - dont celles à échéance résiduelle à moins d'un an : 70.502.83 EUR | | |
| (année précédente : 13.046.36 EUR) | | |
| IV. Autres dettes | | |
| - dont celles à échéance résiduelle à moins d'un an : 2.809.810.885.23 EUR | | |
| (année précédente : 1.840.442.075.25 EUR) | 8.097.785.996.68 | 5.376.255.307.02 |
| - dont dettes fiscales : 3.422.58 EUR | | |
| (année précédente : 2.273.25 EUR) | | |
| | 16.498.681.341.60 | 15.431.659.377.15 |
| D. DETTES FIDUCIAIRES | | |
| Certificats | | |
| - dont ceux à échéance résiduelle à moins d'un an : 562.670.879.49 EUR | | |
| (année précédente : 719.626.263.52 EUR) | 6.259.972.085.65 | 6.418.253.205.21 |
| | <u>22.760.052.275.37</u> | <u>21.851.345.993.62</u> |

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE EFFEKTEN GMBHFRANCFORT SUR-LE-MAINCOMPTE DE RÉSULTATPOUR LA PÉRIODE DU 1er JANVIER 2014 AU 30 JUIN 2014

| | du 1er janvier 2014 au 30 juin 2014 EUR | du 1er janvier 2013 au 30 juin 2013 EUR |
|--|---|---|
| 1. Produits du marché à options | 2.537.058.962,14 | 6.111.814.642,44 |
| 2. Charges du marché à options | 2.537.058.962,14 | 6.111.814.642,44 |
| 3. Produits du marché à certificats | 1.065.629.262,98 | 2.188.568.293,58 |
| 4. Charges du marché à certificats | 1.065.629.262,98 | 2.188.568.293,58 |
| 5. Autres produits d'exploitation | 1.990.754,25 | 1.959.422,97 |
| 6. Charges de personnel | | |
| a) Salaires et traitements | 80.063,69 | 78.375,24 |
| b) Charges sociales et charges de retraites et de prévoyance | 21.737,25 | 19.836,34 |
| dont charges de retraites 10.700,00 EUR (semestre 2013: 8.979,43 EUR) | | |
| 7. Autres charges d'exploitation | 1.804.855,38 | 1.777.354,00 |
| 8. Autres intérêts et produits assimilés | 2,26 | 1.255,21 |
| - dont ceux découlant des entreprises liées : 2,26 EUR (semestre 2013: 0,00 EUR) | | |
| 9. Intérêts et charges assimilées | 4.128,38 | 2.467,33 |
| - dont ceux découlant des entreprises liées : 4.128,38 EUR (semestre 2013: 2.467,33 EUR) | | |
| 10. Résultat de l'activité courante | <u>79.971,81</u> | <u>82.645,27</u> |
| 11. Impôts sur le revenu et sur les bénéfices | 25.531,00 | 27.332,15 |
| - dont impôts différés actifs : 2.116,97 EUR (semestre 2013: 1.776,56 EUR) | | |
| 12. Bénéfice de la période du 1er janvier au 30 juin 2014 | <u><u>54.440,81</u></u> | <u><u>55.313,12</u></u> |

**Société Générale Effekten GmbH
Francfort sur-le-Main**

**Annexe aux comptes annuels
pour l'exercice 2014
Comptes intermédiaires au 30.06.2014**

Explications des comptes intermédiaires au 30 juin 2014 et autres indications

Les comptes semestriels de la Société Générale Effekten GmbH au 30 juin 2014 ont été établis, conformément aux règles comptables du code de commerce allemand (Handelsgesetzbuch, « HGB ») et aux dispositions complémentaires de la loi allemande sur les sociétés à responsabilité limitée (Gesetz betreffend die Gesellschaften mit beschränkter Haftung, « GmbHG »), en respectant les principes de comptabilité régulière.

Une vérification ou un examen des présents comptes intermédiaires par un commissaire aux comptes n'a pas eu lieu.

1. Principes d'établissement et d'évaluation des comptes annuels

Les créances sont inscrites à leur valeur nominale plus les intérêts régularisés. Les dettes non couvertes par des opérations de couverture sont inscrites au montant de leur règlement.

Le calcul des impôts différés repose sur des différences temporaires entre les postes du bilan considérés d'après les principes du droit commercial et du droit fiscal conformément au § 274 du HGB. Ils ont été inscrits au bilan en tant qu'impôts différés actifs d'un montant de 14.750,87 euros. Le taux d'imposition utilisé pour leur calcul est de 31,93 %.

Les provisions pour retraites ont été évaluées au montant de règlement s'imposant sur la base d'une appréciation commerciale raisonnable (§ 253 I 2 du HGB), d'après les principes actuariels et en tenant compte des tableaux de référence 2005 G. Elles sont comptabilisées de manière forfaitaire à leur valeur actualisée au taux de marché moyen correspondant à une échéance résiduelle de 15 ans (§ 253 II 2 du HGB). La méthode des unités de crédit projetées a été utilisée comme méthode d'évaluation actuarielle. Pour le calcul des provisions pour retraites, on a utilisé comme paramètres un taux d'actualisation de 4,9 % (5,06 % au 1^{er} semestre 2013), une dynamique des salaires de 2,90 % (2,90 au 1^{er} semestre 2013) ainsi qu'une dynamique des retraites de 1,90 % (1,90 % au 1^{er} semestre 2013).

Les dettes sont inscrites au bilan au montant de leur règlement (§ 253 I 1 du HGB).

Les primes d'options sont inscrites au poste Autres actifs ou Autres dettes jusqu'à l'exercice ou l'expiration des warrants correspondants. Au moment de l'exercice ou de l'expiration des warrants, elles sont inscrites au compte de résultat.

Les certificats émis sont inscrits, jusqu'à échéance, au poste Dettes de certificats émis. Ils sont couverts par des opérations de couverture de sens contraire qui figurent au poste Créances envers les entreprises liées.

Les dettes découlant de certificats et de warrants émis sont inscrites à l'actif à hauteur du produit de l'émission. Elles sont regroupées en unités d'évaluation avec les opérations de couverture inscrites au poste Créances et autres actifs. Il s'agit en l'occurrence d'une micro-couverture parfaite. Les variations de valeur se compensant ne sont pas inscrites au bilan par application de la méthode appelée « net hedge presentation method » (§ 285 n°19b et c du HGB et § 285 n°23a et b du HGB). Des dotations aux provisions pour créances et autres actifs n'ont pas été nécessaires.

À la date d'arrêté des comptes, le portefeuille de warrants et de certificats émis est entièrement protégé contre des variations des cours du marché par des opérations de couverture conclues avec l'associée.

De plus, la société agit dans le cadre d'un contrat fiduciaire avec l'associée unique Société Générale Paris.

Les certificats émis dans le cadre d'opérations fiduciaires sont couverts par des opérations de couverture inscrites au poste du bilan Actif fiduciaire. L'inscription au bilan de ces opérations se fait aux coûts d'acquisition.

2. Indications concernant le bilan

Les **autres actifs** comprennent essentiellement les options OTC acquises par l'associée pour couvrir les warrants émis.

Des **créances envers les entreprises liées** existent envers l'associée pour un montant de 8.402.279 KEUR (11.127.278 KEUR au premier semestre 2013).

Les **créances fiduciaires** correspondent aux capitaux transmis à l'associée et provenant de plusieurs certificats émis pour celle-ci.

Les autres provisions résultent essentiellement de provisions pour les frais d'émission ainsi que les frais de vérification des comptes et de conseil.

Les **dettes fiduciaires** sont liées à l'émission de certificats en nom propre et pour le compte de tiers.

Les **certificats émis en devises étrangères** sont inscrits au passif du bilan aux postes « Dettes de certificats émis » et « Dettes fiduciaires ». Les opérations de couverture sont inscrites à l'actif du bilan aux postes « Créances découlant du placement de produits sur opérations d'émission » et « Actifs fiduciaires » (respectivement pour un montant de 725.256 KEUR après conversion USD/EUR, un montant de 888.385 KEUR après conversion GBP/EUR, un montant de 21.796 KEUR après conversion SEK/EUR, un montant de 12.037 KEUR après conversion CAD/EUR, un montant de 4.895 KEUR après conversion AUD/EUR et un montant de 496 KEUR après conversion CHF/EUR).

Les **warrants émis en devises étrangères** sont inscrits au passif du bilan au poste « Autres dettes ». Les opérations de couvertures sont inscrites à l'actif du bilan au poste « Autres actifs » (respectivement pour un montant de 2.675.598 KEUR après conversion SEK/EUR et pour un montant de 7.611 KEUR après conversion GBP/EUR).

Les conversions ont été effectuées au cours moyen officiel en vigueur le 30.06.2014.

Ventilation des créances et des dettes par échéance

| en KEUR au 30.06.2014 | Montant total | Échéance résiduelle inférieure à un an | Échéance résiduelle de 1 à 5 ans | Échéance résiduelle supérieure à 5 ans |
|---|---------------|--|----------------------------------|--|
| Créances | | | | |
| - Créances du placement de produits sur opérations d'émission | 8,400,720 | 4,703,237 | 1,134,100 | 2,563,383 |
| - Autres créances | 1,560 | 1,560 | - | - |
| - Créances fiduciaires | 6,259,972 | 562,671 | 5,130,430 | 566,871 |
| Autres actifs | 8,097,786 | 2,809,815 | 2,106,957 | 3,181,014 |
| Dettes: | | | | |
| - Dettes de certificats émis | 8,400,720 | 4,703,237 | 1,134,100 | 2,563,383 |
| - Dettes fournisseurs | 105 | 105 | - | - |
| - Dettes envers les entreprises liées | 71 | 71 | - | - |
| - Autres dettes | 8,097,786 | 2,809,815 | 2,106,957 | 3,181,014 |
| - Dettes fiduciaires | 6,259,972 | 562,671 | 5,130,430 | 566,871 |

3. Indications concernant le compte de résultat

Le compte de résultat est établi d'après la méthode du coût total.

Les **autres produits d'exploitation** concernent essentiellement la prise en charge des frais par l'associée.

Les **autres charges d'exploitation** se composent essentiellement des frais d'émission, des frais juridiques et de conseil ainsi que des frais de bourse.

Les **impôts sur le revenu et sur les bénéfices** concernent le résultat de l'activité courante.

4. Indications concernant l'activité d'émission

Au cours du premier semestre de l'exercice 2014, 19.933 warrants (1^{er} semestre 2013 : 17.440) et 3.324 certificats (1^{er} semestre 2013 : 6.718) ont été émis, les certificats et warrants émis ayant été cotés en Allemagne, en France, au Luxembourg, en Suède, en Grande-Bretagne, en Espagne et en Italie.

5. Indications concernant les honoraires comptabilisés comme charges au cours de l'exercice

Les honoraires versés pour la vérification des comptes et comptabilisés comme charges au premier semestre de l'exercice 2014 se chiffrent à 52 KEUR.

6. Indications concernant les membres des organes de la Société et ses collaborateurs

Les personnes suivantes ont été nommées gérants de la Société au premier semestre de l'exercice 2014 :

Monsieur Jean-Louis Jégou, employé de banque diplômé, Francfort sur-le-Main
Monsieur Dr. Ulrich Scheuerle, conseiller fiscal, Francfort sur-le-Main
Monsieur Dr. Joachim Totzke, conseiller juridique, Francfort sur-le-Main

Les gérants sont des employés de la Société Générale S.A., succursale Francfort sur-le-Main. Pour le premier semestre de l'exercice 2014, des charges d'un montant de 6 KEUR pour la rémunération des gérants ont été répercutées sur la Société Générale Effekten GmbH.

La Société comptait en moyenne 1,5 employé au premier semestre de l'exercice 2014.

En tant qu'entreprise axée sur le marché des capitaux, la Société a été dotée d'un comité d'audit conformément au § 264d du HGB. Ce comité se compose des membres suivants :

Monsieur Peter Boesenberg (Président)
Madame Heike Stuebban
Madame Catherine Bittner
Monsieur Achim Oswald

7. Affiliation au groupe

La Société Générale Effekten GmbH a pour maison mère la Société Générale S.A., Paris, qui établit les comptes consolidés. L'indication de la publication des comptes consolidés de la Société Générale S.A., Paris, est signalée en France au « Bulletin des Annonces Légales Obligatoires (B.A.L.O.) », sous la rubrique « Publications Périodiques » (R.C.S : 552 120 222).

Les comptes consolidés sont disponibles sur le site Internet www.socgen.com.

Francfort sur-le-Main, le 28 août 2014

La Direction

Jean-Louis Jégou

Dr. Joachim Totzke

Dr. Ulrich Scheuerle

Tableau des flux de trésorerie

| | 30.06.2014 EUR | 31.12.2013 EUR |
|--|-------------------|-------------------|
| 1. Cash-flow résultant de l'activité courante | | |
| Résultat de l'exercice avant postes exceptionnels | 54.440,81 | 98.023,26 |
| Augmentation (+) / Diminution (-) des provisions | -89.003,95 | 75.083,15 |
| Diminution (+) / Augmentation (-) des créances clients et d'autres actifs qui ne sont pas à imputer aux activités d'investissement ou de financement | -908.250.876,15 | 8.582.553.063,81 |
| Variation des impôts différés actifs | -2.116,97 | -6.603,40 |
| Diminution (-) / Augmentation (+) des dettes fournisseurs et d'autres passifs qui ne sont pas à imputer aux activités d'investissement ou de financement | 908.740.844,89 | -8.582.830.741,24 |
| Cash-flow résultant de l'activité courante | 453.288,63 | -111.174,42 |
| 2. Ressources financières à la fin de l'exercice | | |
| Variation des ressources financières ayant une incidence sur les flux financiers | 94.547,23 | -111.174,52 |
| Ressources financières au début de l'exercice | 358.741,40 | 469.915,92 |
| Ressources financières à la fin de l'exercice | <u>453.288,63</u> | <u>358.741,40</u> |
| 3. Composition des ressources financières | | |
| Liquidités | <u>453.288,63</u> | <u>358.741,40</u> |

Indications complémentaires conformément au n°52 de la DRS-2 :

- a) Les avoirs à vue auprès de l'associée sont comptabilisés dans les ressources financières.
- b) La définition des ressources financières n'a pas été modifiée par rapport à l'exercice précédent.
- c) Le portefeuille des ressources financières correspond au poste du bilan Dépôts bancaires.
- d) Dans la période sous revue, aucune opération d'investissement et de financement significative et sans incidence sur les flux financiers n'a été effectuée.
- e) Dans la période faisant l'objet de la vérification, la Société n'a acheté ou vendu aucune entreprise.

Société Générale Effekten GmbH

Tableau des variations des capitaux propres

| | Capital souscrit | Capital généré | Capitaux propres |
|-----------------------------|------------------|----------------|------------------|
| Etat au 01.01.2013 | 25,564.59 | 806,949.38 | 832,513.97 |
| Distributions de dividendes | - | - | - |
| Autres variations | - | - | - |
| Bénéfice net de l'exercice | - | 98,023.16 | 98,023.16 |
| Etat au 31.12.2013 | 25,564.59 | 904,972.54 | 930,537.13 |
| Etat au 01.01.2014 | 25,564.59 | 904,972.54 | 930,537.13 |
| Distributions de dividendes | - | - | - |
| Autres variations | - | - | - |
| Bénéfice net de l'exercice | - | 54,440.81 | 54,440.81 |
| Etat au 30.06.2014 | 25,564.59 | 959,413.35 | 984,977.94 |

Nous assurons en notre âme et conscience que les comptes intermédiaires au 30.06.2014 donnent une image fidèle de l'actif, de la situation financière et des résultats de la Société, en respectant les principes de comptabilité régulière, et que le rapport de gestion présente l'évolution des affaires, y compris le résultat d'exploitation, et la situation de la Société Générale Effekten GmbH de manière à en donner une image correspondant à la situation réelle, et décrit les chances et les risques liés à l'évolution future.

Francfort sur-le-Main, le 28 août 2014

Société Générale Effekten GmbH

Jean-Louis Jégou

Dr. Joachim Totzke

Dr. Ulrich Scheuerle